

## **Le communiqué des ministres des Finances du G20**

Voici les principaux points de la déclaration finale des ministres des Finances et banquiers centraux des pays riches et émergents du G20, réunis à Mexico, le week end dernier :

- **La conjoncture économique**

"Des mesures substantielles de politique économique ont été prises depuis notre dernière rencontre et les développements économiques récents montrent la poursuite d'une reprise globale modeste et une atténuation des tensions sur les marchés financiers mondiaux. L'environnement économique international continue toutefois d'être marqué par des performances inégales, avec une croissance faible dans les économies avancées et une expansion plus forte, quoique en ralentissement, dans les pays émergents".

- **Les mesures demandées à l'Europe et les ressources du FMI**

"L'examen de l'adéquation des ressources du FMI est particulièrement important dans un contexte de risques persistants à la baisse. Les pays de la zone euro vont réévaluer la force de leurs facilités d'assistance financière en mars. Cela formera une contribution essentielle à nos réflexions en cours pour mobiliser des ressources pour le FMI (...) Ces ressources seront accessibles à l'ensemble des membres du FMI, et ne seront pas réservées à une région particulière".

- **Le pétrole**

"Nous sommes attentifs aux risques liés à des prix du pétrole plus élevés et nous nous félicitons de l'engagement des pays producteurs de continuer à assurer une offre suffisante".

- **La régulation financière**

"Afin d'éviter de nouveaux risques systémiques, nous réaffirmons notre engagement à poursuivre l'agenda de régulation financière, selon le calendrier agréé, d'une manière cohérente sur le plan international et non discriminatoire. Nous allons effectuer un suivi de la mise en oeuvre complète et dans les temps dans toutes les juridictions grâce au cadre coordonné de suivi de la mise en oeuvre du CSF".

- **La protection de l'environnement**

"Reconnaissant le potentiel de la 'croissance verte', nous demandons à l'OCDE, avec la Banque mondiale et les Nations unies, de préparer un rapport pour fournir au G20 des options pour insérer les politiques de croissance verte et de développement durable dans les programmes de réformes structurelles, de manière adaptée aux conditions spécifiques et au niveau de développement de chaque pays".

*Source : AFP, 27/02/2012*